

Le caractère politique de « l'apolitisme juvénile » et les transformations des pratiques politiques de jeunes en Amérique Latine (cas Colombie-B Brésil)

Liliana GALINDO RAMIREZ¹

Résumé :

À partir d'une problématisation de la « symbiose » jeunesse - politique en Amérique Latine, cette communication propose une approche d'analyse particulière du rapport jeunesse-politique, Le terme « symbiose », au lieu de « relation », est proposé et pensé comme critique à la conception de dualité qui sépare et oppose jeunesse et politique ne prenant en compte ni le caractère politique de la production sociale de la jeunesse, ni la participation de la jeunesse dans la production d'un ordre politique déterminé. Cette approche nous amène également à reconsidérer les approches traditionnelles du rapport entre la jeunesse, la participation politique et son impact démocratique.

Ce texte est présenté dans le cadre d'un projet de thèse qui analyse les transformations des pratiques politiques des jeunes via l'utilisation d'Internet, et en particulier du réseau social Facebook, en Colombie et au Brésil. Deux cas nous intéressent: la MANE (*Mesa Amplia Nacional Estudiantil*) en Colombie, qui s'est développé en 2011 et a déployé un mouvement étudiant sans précédent depuis quarante ans ; et, *Acampa Sampa Ocupa Sampa*, né à Sao Paulo de l'appel mondial à « occuper » différentes villes le 15 octobre 2011. Cette communication montre comment l'émergence de nouvelles formes de communication dans le contexte latino-américain implique une reconfiguration politique.

The "Politics" of the Apolitical Youth and the Transformations of the Political Practices of the Youth in Latin America: The Cases of Colombia and Brazil

Abstract:

In this paper we propose a specific approach oriented to examine the impacts on democracy and participation through a problematization of the "symbiosis" youth – politics in Latin America. The term "symbiosis" instead of "relationship" is proposed in order to critique the notion of creating a duality and opposition between youth and politics, something which does not take into account either the political character of the social production of the youth, nor the youth participation in the production of a particular political order.

This research is part of a PhD research project aiming to analyse the transformations of political practices of the youth in Latin America through the use of Internet (cases study: Colombia and Brazil). Two specific empirical cases concern us: the MANE (*Mesa Amplia Nacional Estudiantil*) in Colombia, which deployed an unprecedented student movement in the last 40 years of national history, and *Acampa Sampa Ocupa Sampa* from the Occupy movement in Sao Paulo, born of the global call to “occupy” different cities in October 2011. This paper shows how the emergence of new forms of communication in the Latin American context involves a political reconfiguration.

Mots-clés : Jeunesse, politique, apolitisme, Amérique Latine, réseaux sociaux.

¹ Doctorante en Science Politique à l'Université de Grenoble et doctorante invitée au Centre de Recherches Politiques (CEVIPOF) de l'Institut d'Études Politiques SciencesPo, Paris. Sociologue, Universidad Nacional de Colombia. Chercheure de l'Observatorio de Juventud de la Universidad Nacional de Colombia et du “Grupo de Trabajo de CLACSO Juventud y prácticas políticas en América Latina” à partir de l'année 2007. lilianagalindoramirez@gmail.com.

Le caractère politique de « l'apolitisme juvénile » et les transformations des pratiques politiques de jeunes en Amérique Latine (cas Colombie-B Brésil)

Liliana GALINDO RAMIREZ

Des mobilisations ayant eu lieu en 2011 en Colombie et au Brésil permettent de nous interroger sur le rôle qu'elles ont joué dans la contestation des procédures dites démocratiques ainsi que sur l'instauration de nouveaux modes de participation politique. Pour cela, nous proposons une approche d'analyse particulière visant à interroger les impacts sur la démocratie et la participation à partir d'une problématisation de la « symbiose » jeunesse - politique en Amérique Latine. Le terme « symbiose », au lieu de « relation », est proposé comme critique à la conception de dualité qui sépare et oppose jeunesse et politique ne prenant en compte ni le caractère politique de la production social de la jeunesse ni la participation de la jeunesse dans la production d'un ordre politique déterminé.

Le terme « apolitique » est fréquemment utilisé pour qualifier un état de « apathie » et de dépolitisation apparemment évidente de la jeunesse. En Amérique Latine, une basse adhésion des jeunes aux partis politiques, des taux élevés d'abstention électorale, la présence rare des jeunes dans d'autres structures de participation typiquement politiques (conseils locaux de jeunesse, gouvernement scolaire), la méfiance générale à l'égard des politiciens et de tout l'univers explicitement reconnu comme politique semblent être les indicateurs d'une telle situation.

Pourtant, un mouvement d'étudiants, sans précédent depuis les quarante dernières années, s'est développé en 2011 en Colombie, notamment la *MANE -Mesa Amplia Nacional de Estudiantes-* qui a joué un rôle majeur sur le plan politique. La même année un campement réunissant plus de 600 jeunes, dénommé *Acampa Sampa Ocupa Sampa*, s'est installé à São Paulo durant le mois d'octobre et ayant eu, lui aussi, un important impact politique. Dans le même temps, d'autres mouvements, lors desquels les jeunes ont également eu un rôle central sont survenus dans d'autres pays de l'Amérique Latine (par exemple au Chili, mouvement pour le droit à l'éducation ; au Mexique, mouvement YoSoy132).

Une singularité de ces mobilisations est qu'elles sont toutes passées par la médiation d'internet (Facebook, blogs, parmi d'autres). Le plus souvent, c'est sur cet aspect que l'on se focalise comme si la dynamique de ces mouvements émergents se situait essentiellement dans ces réseaux sociaux numériques. Or, il s'avère que ces mobilisations mêlent des formes inédites de mobilisation avec des formes d'action collective et de « manifestation » assez classiques (notamment dans l'espace public « physique »). De même, s'attache-t-on souvent au caractère moral de ces protestations fondées sur l'indignation, sur le caractère a priori peu politique voire apolitique de telles protestations alors qu'elles visent des objectifs politiques (si l'on entend par là la modification de situations et de décisions imputables aux autorités et responsables politiques). Sur divers plans, les mouvements qui se sont développés en

Colombie et au Brésil ainsi que dans différents autres pays d'Amérique Latine correspondent donc à des hybridations qui méritent d'être interrogées.

Dans ce texte, nous nous proposons donc tout d'abord de mieux comprendre, au-delà des analyses spontanées et des évidences, comment aujourd'hui s'articulent des processus « en ligne » (via les réseaux sociaux) et « hors ligne » (via des manifestations de rue, l'occupation de place, etc.), pour reprendre des termes désormais usités ; comment s'opère le passage d'un registre de mobilisation à un autre (sachant qu'il ne s'agit pas des mêmes contraintes et épreuves).

Nous nous proposons également de mieux comprendre comment des mouvements de jeunes se développent en préservant des formes d'apolitisme (et parfois de manière très obstinée) tout en ayant des visées explicitement politiques. Il s'agit donc de cerner quels sont les ressorts de ce que nous appelons, faute de mieux, le « *politisme* » de *l'apolitisme juvénile*. Il nous semble en effet que dans les cas que nous avons étudiés s'expérimente une nouvelle façon de concevoir le rapport à la politique avec, si l'on peut dire, un « engagement fort » non « engageant ». Il y a là un paradoxe que nous souhaiterions analyser et qui, selon nous, peut probablement être généralisé.

Dans cette perspective, nous allons aborder les points suivants: i) une problématisation des catégories de politisme et apolitisme et une approche théorique du débat autour de certaines catégories qui s'en approchent (politisation, non-politisation) ; ii) une analyse des dynamiques en ligne et hors ligne des cas d'études concernés en montrant une tendance de reconfiguration des modalités d'action politique des jeunes dans l'ère du numérique, et, iii) des conclusions .

Qu'est-ce que le *politisme* de « l'apolitisme juvénile » veut dire ?

Souvent, les sciences sociales travaillent sur la base des catégories déjà établies, a priori évidentes et souvent fondées sur des données empiriques semblant peu contestables. C'est essentiel pour « stabiliser » des catégories théoriques- et méthodologiques- visant à explorer, analyser et comprendre des cas et phénomènes spécifiques de la vie sociale et politique, ainsi que pour effectuer des comparaisons.

Cependant, dans la mesure où il convient toujours de réviser les approches, tout en prenant compte non seulement la complexité des difficultés liées aux choix théoriques et méthodologiques, mais aussi de la singularité parfois changeante des réalités à étudier, il devient nécessaire d'exercer une « vigilance épistémologique », de ne pas découper les phénomènes étudiés pour les faire rentrer à tout prix dans des catégories préalablement déterminées. Certes, il existe toujours dans le travail académique un découpage comme conséquence des inévitables choix conceptuels, mais ce découpage correspond à la nécessaire configuration d'un cadre d'analyse. Il s'agit d'opérer un retour sur les catégories ayant servi à expliquer des phénomènes particuliers dans des contextes déterminés –dont l'émergence est

toujours historiquement située- afin de réviser leur « consistance » et leur portée explicative concernant des réalités émergentes, nouvelles ou renouvelées².

Cela définit une première inquiétude dans le cadre de ce travail : celle de vérifier si des répertoires classiques d'étude permettent de comprendre convenablement des phénomènes socio-politiques actuels, des phénomènes dont l'existence est postérieure à celle de certaines catégories à travers lesquelles on cherche souvent à les comprendre. Voici une raison pour laquelle, tout en explorant le domaine des actions politiques³ des jeunes qui passent par l'usage d'Internet et des « réseaux sociaux » numériques, nous ne supposons pas l'évidence des catégories telles que « jeunesse », et « apolitisme » dans l'ère du numérique⁴.

La référence à l'apolitisme a plusieurs origines. D'une part, cette notion s'est répandue pour affirmer le « désenchantement » des jeunes et leur « apathie » politique. D'autre part, elle correspond à des indicateurs de participation politiques des jeunes qui sembleraient montrer une prise de distance « réelle et pratique » des jeunes par rapport au monde de la politique.

Mais, quelle est le sens du rapport jeunesse et politique, et par conséquent quel « politisme » y trouve-t-on ?

Il faut d'abord dire que la dualité jeunesse – politique n'existe pas en tant que telle. La façon de représenter la jeunesse d'un côté et la politique de l'autre, loin de convenir à l'analyse suggère qu'on est en face de deux sortes d'objets indépendamment constitués en pouvant être, **ou non**, en relation. Il ne s'agit pas d'une relation intrinsèque naturellement donnée, comme si elle existait depuis toujours et partout avec les mêmes traits. On ne suggère pas non plus qu'il s'agit d'une relation où une catégorie est absorbée par l'autre. Nous concevons le politisme, propre à cette symbiose, comme étant une relation historiquement construite dans le contexte propre à notre étude. Un contexte qui appartient aux sociétés occidentales qui ont produit un corps social appelé jeunesse, une catégorie (sociodémographique, sociologique et politique) et qui, il ne faut pas l'oublier, est d'apparition récente.

A ce sujet, il convient de signaler que la jeunesse n'a pas toujours existé. Afin de l'illustrer, voici une brève référence historique. Chez les grecs « le jeune homme » était l'éphèbe (en grec ancien ἑφηβος : *éphēbos*) et l'éphébie, catégorie rassemblant les jeunes d'origine citoyenne athénienne (père et mère nés de pères citoyens, avec le sens donné à l'époque à la condition de citoyen) et valant pour une durée de deux ans, de 18 à 20 ans⁵. Citoyenneté et

² En prenant la métaphore de l'innovation, on peut en distinguer deux types : celui du radicalement nouveau dans le sens où il n'y avait pas d'antécédents, et ; celui de la rénovation partielle, où des conditions et aspects préexistantes mutent en produisant une innovation relative.

³ Pour définir 'actions politiques' des jeunes il faut souligner que le pluriel insiste sur l'existence d'une multiplicité de modalités d'action politique chez les jeunes et surtout leur capacité à les innover dans l'époque actuelle en l'Amérique Latine.

⁴ Dans ce sens, nous ne supposons l'évidence de la catégorie « participation », et notre analyse s'approche de la critique académique à la focalisation sur la participation (Gourges, 2013) sans prendre en compte d'autres éléments propres à la configuration et reconfiguration d'un ordre social et politique déterminé.

⁵ « Ephèbe » sur Wikipédia, <http://fr.wikipedia.org>, septembre 2013.

âge étaient les deux conditions requises. Ils sont instruits aux armes et au combat. Au IV^e siècle AEC, dans la première année, parmi leurs engagements, ils jurent honorer « leurs armes (...) et l'obéissance à ceux qui gouvernent sagement »⁶. La deuxième année, les éphèbes constituent l'essentiel des troupes athéniennes et participaient aux travaux de construction de ponts, retranchements ou fortifications et l'éphébie s'achevait avec une vérification finale d'aptitude (*docimasia*, en grec ancien ἡ δοκιμασία) déterminant l'obtention ou non de sa citoyenneté. Les sophronistes, élus par chaque tribu d'Athènes, étaient les magistrats chargés de les cadrer, de leur nourriture et leur logement⁷.

Ce phénomène est intéressant car il montre quelques traits historiques tels que les attentes, les exigences et les acteurs (pas seulement les éphèbes) qui participaient à la constitution sociale et politique de l'éphébie. Etant donné sa nature historique, l'éphébie change encore un siècle après quand elle est réduite à une année et perd son caractère obligatoire. Or, l'éphébie s'est constituée dans le cadre des relations déterminées avec les parents et le gouvernement : elle était exercée dans l'esprit d'obtenir la citoyenneté athénienne. L'appartenance à une tranche d'âge est donc loin d'être suffisante (aussi bien pour appartenir à l'éphébie comme pour devenir citoyen athénien) mais elle était un requis socialement établi. Il apparaît, déjà en Athènes, que les « jeunes hommes », sous la forme d'éphèbes, étaient définis par rapport à deux éléments qui sont aujourd'hui nettement politiques : la citoyenneté et le gouvernement.

A l'époque actuelle, on peut signaler quelques similarités et différences par rapport aux éphèbes grecs. Concernant les similarités, on trouve une relativité qui dépend des rapports entre les acteurs et des significations qui sont octroyées chaque fois par chaque société. On trouve également une interdépendance entre les jeunes de l'époque et le gouvernement mis en place. Les uns ont besoin des autres pour affirmer leur existence : le gouvernement s'engage à bien gouverner afin que les éphèbes gardent obéissance, dont le gouvernement a besoin, et les éphèbes jurent obéissance afin d'intégrer, en tant que citoyens, la vie de la cité. Nous montrons ultérieurement comment, dans le contexte occidental dans laquelle s'insèrent nos cas d'étude, il y a également une relation intrinsèque entre les jeunes et le gouvernement.

Or, concernant les différences, il y aurait évidemment une longue liste, mais nous remarquons juste deux aspects par rapport à l'époque actuelle : d'une part, une tranche d'âge, qu'elle qu'elle soit, ne peut pas marquer aujourd'hui une sorte d'appartenance à la jeunesse ; d'autre part, la jeunesse n'est vécue ni comme une période préalable à une quelconque validation pour obtenir la citoyenneté, ni comme une période accordée pour ensuite jurer obéissance. Et cela, même si l'âge est un marqueur pour l'exercice des droits en tant que citoyen, et même si les nouveaux dispositifs pour assumer la citoyenneté cadrent, plus ou moins, une sorte d'obéissance⁸ et de soumission à un ordre présenté comme démocratique.

⁶ Texte relevé sur une stèle, cf. L. Robert, *Études épigraphiques et philologiques*, 1938, p. 293–301. Traduction de Jean-Marie Bertrand, *Inscriptions historiques grecques*, Belles Lettres, coll. « Roue à livres », 1992, p. 48.

⁷ Ibidem, « Ephèbe » sur Wikipédia, <http://fr.wikipedia.org>, septembre 2013.

⁸ « L'action de celui qui obéit se déroule, en substance, comme s'il avait fait du contenu de l'ordre la maxime de sa conduite (...) » Weber, M. *Economie et société*. 1921.

Alors, le politisme de la symbiose jeunesse –politique nous conduit à poser quelques questions. *Comment penser une quelconque configuration politique sans les actions -et les omissions ou inactions- des jeunes qui favorisent, d'une façon ou d'une autre, des dynamiques reproductives, réformatrices et même révolutionnaires des ordres politiques ? Comment penser la nature sociologique de la jeunesse sans repérer ou, au moins, sans problématiser les enjeux socio-politiques qui la constituent ?* La symbiose jeunesse - politique n'est pas donc réduite à la configuration de la jeunesse comme un objet de la politique publique et encore moins à l'intérêt explicite ou latente des jeunes à la politique. « Jeunesse » n'est donc pas une catégorie sociodémographique dépourvue de densité politique : la jeunesse peut-être conçue comme une force sociale essentielle à la permanence ou au changement.

La « jeunesse » en tant que telle implique un 'ordre' de production politique, dont cet ordre suppose la configuration d'un corps social, ainsi dénommé. L'ordre politique contemporain implique pour sa part un type de relation déterminée avec les jeunes comme indiqué préalablement.

Il ne s'agit donc pas de se poser certaines questions, telles que « comment intéresser les jeunes à la politique ? » comme on l'entend dans divers contextes locaux, médiatiques, politiques et même académiques (les contextes de nos deux cas compris). Une question moins évidente est comment et à partir de quelles pistes épistémologiques décrypter la complexité qui construit, produit et reproduit la symbiose jeunesse et politique. Ce que l'on pourrait distinguer, pour l'instant, ce sont deux niveaux (qui ne se trouvent pas séparés), à savoir : 1) les aspects transversaux et spécifiques propres à cette symbiose, et ; 2) les différents domaines qui s'attachent à la politique⁹ au-delà de la jeunesse et à la jeunesse au-delà de la politique.

Dans le premier niveau on trouve tout l'univers directement lié à cette symbiose : les jeunes dans des partis et en dehors des partis, les jeunes qui se mobilisent, les abstentionnistes (passifs et actifs), les jeunes critiques de l'ordre politique ainsi que les dynamiques que tout cela suppose : les partis politiques et la « militance » des jeunes, les mobilisations sociales et politiques organisées par des jeunes ou avec leur participation, etc. ; la politique publique orientée spécifiquement ou non en direction des jeunes mais qui les concerne, les politiques publiques qui les excluent, etc.

Dans le deuxième niveau, on trouve, d'une part, la politique qui vise et qui est construite dans des rapports de participation ou d'exclusion avec d'autres ordres de populations (l'enfance, les adultes, « le troisième âge ») ; d'autre part, la jeunesse, ou les jeunes¹⁰, dans leurs rapports multiples et complexes avec des univers plus larges de l'ordre social, culturel et économique.

⁹ La référence à « la politique » et « le politique » rejoint les distinctions classiques faites par des nombreuses auteurs. Une référence à ce sujet se trouve à : Schemel, Yves, Introduction à la science politique, Dalloz, 2012.

¹⁰ Nous adhérons au consensus existant, parmi de nombreux spécialistes du domaine d'études sur les jeunes, notamment en Amérique Latine et Ibéro Amérique pour privilégier la dénomination en pluriel « juventudes » car elle exprime mieux le caractère multiple, hétérogène et historique de la condition de jeune, sans l'enfermer dans une catégorie univoque, homogène ou statique. « Creemos que no está referido a una cuestión gramatical de número y cantidad, sino que a nuestro juicio hace mención a una cierta epistemología de lo juvenil, que exige mirar desde la diversidad a este mundo social ». Duarte Quapper, Claudio. (2000) ¿Juventud o Juventudes?: Acerca de cómo mirar y remirar a las juventudes de nuestro continente. Última década, 8(13), 59-77. Recuperado en 06 de noviembre de 2013, de http://www.scielo.cl/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S0718-22362000000200004&lng=es&tlng=es. 10.4067/S0718-22362000000200004.

Or, en ce qui concerne la *politisation*, - en tant que catégorie distincte de celle de politisme -, il est possible de la définir en termes des processus de diversification des pratiques et de rôles sociaux (Lagroye, 2003). Dans ce sens, on peut identifier deux formes de politisation parmi les différentes formes existantes: d'une part, les transgressions de la distinction institutionnalisée et vécue entre des ordres d'activité; d'autre part les tentatives de dépassement des limites assignées par la sectorisation de certains types d'activité. D'après Lagroye, elle résulte alors généralement de la « prise de conscience » chez des acteurs étrangers aux jeux ordinaires de l'espace politique et à ces jeux spécifiques, de ce qu'ils appellent la « dimension » ou la « portée » politique de leurs activités.

On peut ainsi penser la « politisation des jeunes » au moins dans deux sens. D'une part, l'expression « jeunes politisés », suggère l'existence des jeunes qui ne le sont pas, de jeunes « non politisés » donc, en dehors du jeu politique, autrement dit, des jeunes qui ne sont pas censés être politisés et qui débarquent dans un domaine qui leur était présenté comme étrange, dans le sens de non-propre : un univers auquel il n'appartiennent pas mais où ils s'introduisent en provoquant des déplacements dans les rôles des acteurs (et spécifiquement dans le jeu légitimé en tant que politique, avec tous les effets et conséquences que cela implique). Bref, la référence aux jeunes politisés suppose qu'ils n'ont pas ce caractère et que l'avoir devient problématique. Cela explique en partie les réactions des différents secteurs tels que le gouvernement, ou d'autres jeunes « non politisés » (en étant dehors de toute appartenance aux partis politiques et en se concevant en dehors du jeu politique) pour signaler, par exemple, que le mouvement étudiant et leurs productions discursives sont « politisés », dans un sens péjoratif. D'autre part, à l'envers, cela suppose que le jeu politique s'est fait indépendamment des jeunes, alors que, comme nous l'avons signalé auparavant, ce n'est pas exact. La politisation des jeunes, ou mieux, leurs effets, rendent au contraire visible la position passive dans laquelle ils se trouvaient et qui contribuait au maintien d'un relatif ordre dans le jeu politique.

Un regard sur l'Amérique Latine : l'analyse des cas colombien et brésilien.

Afin de développer notre analyse, et dans la mesure où notre objet de recherche concerne des plateformes numériques¹¹ telles que le réseau social Facebook, il convient d'insister sur la nécessité d'explorer les dynamiques en ligne, mais aussi hors ligne, et de croiser les regards sur ces deux sources qui ne correspondent pas à un seul et même phénomène de reconfiguration socio-politique. C'est le cas de ces mouvements latino-américains, qui apparaissent tout en exprimant une singularité, selon la modalité, en ligne ou hors ligne, afin

¹¹ Comme nous l'avons signalé dans un autre travail (Galindo, 2012), nous ne concevons pas *a priori* un caractère intrinsèquement positif ou négatif de l'internet. Notre approche est favorable à l'analyse qui interroge la multiplicité d'usages et d'impacts réels et potentiels liés à l'usage de l'internet et des outils numériques. En tout cas, une révision d'une multiplicité d'approches, cfr. *mobilization theories* et *reinforced theories*, peut être consultée dans l'ouvrage de Norris (2000).

de se rendre visibles. Mais aussi, et surtout, ce caractère hybride, ne correspond pas à l'addition d'une modalité à l'autre, mais à une configuration renouvelée et émergente, dont on ne connaît que partiellement les antécédents.

Il faut signaler que nous considérons les actions en ligne, en tant que *pratiques sociales*, qui sont concrètes et qui se trouvent spatialement et temporellement situées, au-delà de son caractère couramment dit « virtuel ». Cela dit, même un clic qui paraît franchir les frontières dans l'espace et dans le temps, a toujours lieu dans un contexte physique et géographique déterminé et, également, dans un moment donné, dans une temporalité spécifique, qu'elle qu'elle soit, de la vie individuelle et sociale. C'est pourquoi notre analyse des dynamiques en ligne inclue une analyse socio-politique contextuelle, qui sera brièvement énoncée. Dans ce sens, une analyse approfondie de ce qui se passe en ligne contribue en même temps à éclaircir ou, au moins, à problématiser les phénomènes sociaux et politiques qui se trouvent au cœur des processus d'hybridation des éléments issus directement ou indirectement de l'univers numérique ou non-numérique. Ainsi, l'analyse de ce qui se passe en ligne contribue à comprendre l'univers social et politique contemporain.

Concernant notre exploration empirique, il est important de souligner que même si dans ce travail nous prenons deux cas d'étude, il ne s'agit pas d'une étude à but comparatif. D'abord, les cas d'étude ont été choisis en raison de leur spécificité, et pas en raison de leur comparabilité. D'ailleurs, il s'agit de cas bien différenciés l'un de l'autre tant en termes de taille (MANE ayant le plus grand nombre de sympathisants en ligne et hors ligne¹²), que d'origine (comme nous verrons, le cas brésilien émerge dans le cadre d'un appel global qui parvient par les réseaux sociaux alors que le colombien apparaît localement. On les voit d'abord dans les rues et puis sur les réseaux sociaux) et ils sont de nature différente (l'un étant un mouvement pour l'éducation, l'autre, un mouvement *Occupy*).

Nos cas surviennent pendant l'année 2011, dans un contexte global de protestations et de révoltes, précédées du « printemps arabe », des *Indignados*, du mouvement *Occupy* et aussi des protestations au Chili en faveur de l'éducation.

Par ailleurs, en avril, les étudiants colombiens manifestent dans les rues contre le projet de réforme de la Loi¹³ d'Education supérieure proposé par le gouvernement national. Les

¹² Il ne faut pas oublier que le « nombre » est une question très importante dans la compréhension de phénomènes politiques. Comme Boullier (2013) le signale, « la question du nombre est toujours celle qui se pose pour la démocratie qui prend le risque de prendre en compte ce nombre pour en faire un levier de gouvernement à travers les élections. Mais elle est aussi celle qui traditionnellement constitue un indicateur de puissance pour les mouvements sociaux (...) ». Le nombre est également important dans l'analyse de dynamiques en ligne, tant pour ce qui est visible (nombre de *likers*, nombre de *posts*, nombre de commentaires, etc.) comme pour ce qui ne l'est pas (le nombre qui n'est pas évident sur Internet comme le nombre des « *likers* » potentiellement prêts à manifester dans la rue).

¹³ Le projet visait à reformer la Loi 30 de 1992.

protestations dénonçaient ce projet considéré comme contraire au droit à l'éducation¹⁴. En août, les étudiants constituent une plateforme organisationnelle qu'ils appelleront la MANE - Mesa Amplia Nacional Estudiantil -, conçu et présenté comme un « espace » qui réunit des groupes d'étudiant, des organisations et d'autres étudiants organisés et non organisés. Le projet est finalement présenté par le gouvernement au Congrès de la République en octobre 2011. La MANE crée ce qui sera sa plus grande page¹⁵ sur Facebook le 2 octobre 2011. Les appels à manifester, émanant de la MANE, continuent, au même temps que le Président Juan Manuel Santos et sa Ministre d'Education, Maria Fernanda Campo, insistent pour le convertir en Loi¹⁶. Le mouvement, qui demande la construction participative d'une nouvelle réforme, annonce une Grève Nationale Universitaire qui dure, comme prévu, jusqu'à que le gouvernement retire le projet de réforme du Congrès, ce qui se produit le 16 novembre. C'est pour le mouvement une réussite historique étant donnée une longue tradition de protestations qui, en générale, n'atteignent pas les buts poursuivis.

Dans le cadre de l'appel global du mouvement Occupy, #15O, visant occuper diverses villes dans le monde, une multiplicité de manifestations a eu lieu dans des nombreux pays. Cependant, dans la plupart de cas, elles se sont terminées le même jour. Dans d'autres cas plus rares, la manifestation a muté en occupation. Ce fut le cas de « Acampa Sampa Ocupa Sampa », (Acampa veut dire campement, Sampa veut dire Sao Paulo, et Ocupa signifie pas seulement l'occupation mais aussi le lien explicite avec le contexte global de déploiement du mouvement *Occupy*¹⁷). Ce mouvement réunit environ 600 jeunes et 250 tentes placées au *Vale do Anhangabaú*, dessous du *viaduto do chá*. Ils y sont restés pendant un mois et demi, d'où ils ont été délogés par la police et ils sont ensuite allés à la *Praça do Ciclista*, sur l'Avenue Paulista, où ils sont restés jusqu'à décembre 2011. Sa page Facebook a été créée le 22 novembre 2011 et on trouve également comme date de « fondation » le 15 octobre. A travers Facebook les « occupants » échangeaient avec leurs sympathisants mais aussi avec autres « campements » du Brésil et du monde.

Afin de recueillir des données hors ligne et hors ligne visant à interroger ces cas, nous avons constitué deux catégories : les plus actifs hors ligne et les plus actifs en ligne. Pour le premier groupe nous avons fait des entretiens respectivement avec les porte-paroles et les activistes reconnus comme tels de la MANE et d'Acampa Sampa Ocupa Sampa. Pour le deuxième

¹⁴ Cela, dans la mesure où les financements pour le fonctionnement des universités n'étaient pas garantis. Plusieurs aspects sont contestés. Parmi les plus critiqués se trouvent : les universités à but lucratif, élargissement de l'accès à l'université, notamment privée, à travers un élargissement des crédits, vulnérabilité de l'autonomie universitaire, possibilité de déclarer l'insolvabilité *empresarial* des Institutions universitaires publiques et privées.

¹⁵ Il y a d'autres pages sur Facebook qui correspondent aux versions locales ou régionales de la MANE.

¹⁶ En utilisant pour cela différents moyens, certains moins conventionnels qu'autres. Parmi la publicité gouvernementale se trouvent des vidéos diffusés sur Youtube et sur des réseaux sociaux. Il y en a eu notamment un tellement polémique qui a été ultérieurement effacé ; on trouve juste une parodie de celle-ci : <http://www.youtube.com/watch?v=vL7LMTakJcQ&list=PLB4DB3695A6A9FC43>. Les opposants au projet de loi ont fait une autre : http://www.youtube.com/watch?v=Kt_B6zufbFs.

¹⁷ Les premières protestations commencent du mouvement *Occupy* ont eu lieu presque un mois auparavant (17 septembre 2011).

groupe, nous avons utilisé l'application Netvizz¹⁸ à travers laquelle nous avons obtenu une base de données indiquant : le nombre des mentions « j'aime », le nombre de commentaires et un indicateur d'engagement. A partir de cette base nous avons identifié les profils des individus les plus actifs, caractéristique définie à partir des critères obtenus et énoncés ci-dessus. En plus des entretiens, nous avons constitué une base de données des pages des communautés Facebook des deux groupes (MANE et Acampa Sampa Ocupa Sampa). A partir de cela nous avons obtenu un corpus nous permettant élaborer une analyse qualitative et quantitative. Les dates de ce corpus ont été déterminées par des événements importants des groupes ; les périodes choisies commencent dès l'inscription des groupes sur Facebook et se terminent avec l'appel à la Marche continentale pour l'éducation qui a eu lieu le 24 novembre 2011 pour la MANE et avec la dernière assemblée générale le 28 décembre 2011 pour Acampa Sampa Ocupa Sampa.

Parmi les résultats obtenus on trouve :

- les contenus mobilisés hors ligne correspondent régulièrement à ceux mobilisés en ligne. On constate des pratiques innovatrices hors ligne qui s'expriment sur Facebook, cela au-delà du fait même, innovateur, d'utiliser le web d'une telle manière dans le cadre de l'action d'un mouvement étudiant d'importance nationale, et d'un mouvement d'occupation articulé au mouvement mondial *Occupy* également sans antécédents. Il y a notamment des appels à participer à des assemblées et à des activités autour des leurs exigences et revendications. Il est intéressant de trouver, parmi les données recueillies sur la page Facebook de la MANE l'appel à des formes inédites d'action collective qui ont eu un impact très important, même dans les mass médias nationaux : c'est le cas d'un commentaire sur un post du 21 octobre 2011 informant « les accords ponctuels pour la mobilisation », à savoir : 20 octobre: « Pupitrazo y cacerolazo », 26 de octobre: « Abrazaton » pour l'éducation, 3 novembre: « Carnaval nocturno » et « besaton » pour l'éducation, 10 novembre: « Marcha Nacional popular ». Pour Acampa Sampa Ocupa Sampa on trouve des appels aux assemblées mais aussi des registres d'« actions directes » concernant des banques (Bradesco), des magasins (contre le « *trabalho escravo*, chez Zara), et la marque Coca-cola en insistant sur la devise « produire sans détruire »¹⁹.
- des contenus publiés sur le réseau social qui ne sont pas toujours mobilisés hors ligne mais qui, tout en étant affichés sur la page Facebook de communautés avec des nombreux *likers* (35254 pour la MANE, 6187 pour Acampa Sampa, à novembre 2011), se constituent dans un répertoire de significations distribuées et mises en circulation²⁰.

¹⁸ Cette application est disponible sur Facebook, mais sa visualisation du fichier obtenu doit se faire à l'aide d'un autre logiciel, en occurrence Gephi.

¹⁹ Ces actions furent des interventions sur place (en face ou dans les locaux des magasins et des banques...) pour coller des affiches, dénoncer et protester autour de revendications spécifiques.

²⁰ Dans ce sens, on trouve une proximité avec l'approche de *democracy in networks* : « Facebook, Twitter and other online platforms have been adopted by occupiers to provide visibility to their protests, gain media attention, recruit new members, circulate minutes,

- des connections avec des personnes et des organisations d'autres pays qui sont évidentes sur Facebook. Ce fut le cas notamment de la Marche continentale pour l'éducation, laquelle a relié des jeunes et des mouvements de différents pays de l'Amérique Latine (y compris) les deux cas étudiés ici. Par contre, beaucoup de connections qui passent hors ligne n'apparaissent pas sur Facebook. La MANE est en relation avec une multiplicité d'acteurs et d'organisations au niveau national et international, sans que cela ne se reflète sur le réseau.
- à partir des entretiens, le manque de confiance envers Facebook est évident. D'ailleurs, la MANE n'a pas conçu à Facebook, comme un outil central pour mobiliser et réussir sa cause. Pour sa part, les membres d'Acampa déclarent que Facebook est tout à fait secondaire dans ses démarches, voire sans importance dans l'aboutissement de leurs revendications et exigences. Cependant, ils affirment, notamment dans le cas colombien, que sans l'utilisation faite de Facebook le mouvement aurait été moins fort et son impact moins important, donc d'une ampleur moins significatif.
- on trouve deux façons d'émerger en tant que mouvement : de la rue à Internet, et, d'internet à la rue (ou, plus exactement, à la place). Le premier cas correspond à la MANE, le deuxième, à Acampa Sampa Ocupa Sampa. Cela pourrait constituer une typologie d'origine des nouveaux mouvements sociaux – digitaux.
- dans le cas colombien, des structures sociales et politiques se sont modifiées avec la médiation des outils numériques. Les politiciens reconnaissent des impacts des mouvements dans la rue et dans les medias.
- l'évidence d'une contestation, dans le cas colombien, légitimée par l'effacement dans le débat public (notamment sur les mass medias en dans des audiences parlementaires) de la distinction entre le discours « savant » et le discours « non expert ». Les diverses démonstrations publiques de la capacité d'argumentation des étudiants²¹ ont fortement favorisé la légitimité de leurs demandes²².

Ce croisement nous permet déjà de souligner deux fausses idées : premièrement, celle qui signale que les activistes qui utilisent les outils du web sont cyber-activistes ; deuxièmement, celle qui signale que les activistes qui accèdent à ces outils-là, procèdent en ayant comme objectif de faire valoir leurs revendications, bref, être des activistes dans le web. Comme nous l'avons constaté, l'activisme sur le web n'est quasiment jamais un choix mais le résultat

photos and videos of their assemblies (often livestreamed). The internet was crucial to the diffusion of the movement tactics and practices » (Della Porta et Mosca, 2013).

²¹ Le discours des étudiants à propos du système d'éducation supérieur qui convient au pays étant *a priori* disqualifié en raison de sa jeunesse mais aussi à cause du manque du diplôme professionnel dans la plupart des cas, car le mouvement était constitué fondamentalement d'étudiants de *pregrado* (licence).

²² A ce sujet, CALLON M., LASCOUMES P., BARTHE Y., (2008, Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique, Éditions du Seuil, coll. « La couleur des idées », Paris, 358 p.) signalent la conception, profondément ancrée dans la culture occidentale, qui oppose le « savant » au « populaire ». Alors que le savant (celui qui sait) est assimilé à la raison, à l'abstraction, à la rigueur..., le « populaire » a toujours été identifié aux préjugés, aux opinions, aux croyances. Les étudiants, se trouvant, se trouvant dans un status préprofessionnel n'ont pas fait valoir publiquement son savoir populaire, mais ils ont démontré des capacités d'argumentation socialement réservés aux experts.

d'une appartenance générationnelle qui mène à l'utilisation de plateformes numériques telles que Facebook.

Développer des revendications et faire des appels à la mobilisation ne signifie pas automatiquement devenir un activiste en ligne, même pas si on introduit l'éventail plus large de dénominations telles que : un net activiste, un militant du web ou un cyber-activiste.

La preuve est le décalage entre ceux qui mobilisent et font des appels à la mobilisation par voies classiques (propres aux organisations d'étudiants et aux partis politiques dans les dernières décennies) et ceux qui ne prétendent même pas se mobiliser ni mobiliser les autres mais qui apparaissent comme les plus actifs d'un mouvement sur le web. Ce fait n'exclue pas l'existence d'une certaine superposition entre les plus actifs hors ligne et le plus actifs en ligne.

A partir de l'identification des acteurs le plus actifs en ligne et hors ligne, nous avons obtenu les résultats suivants :

- les plus actifs hors ligne ne correspondent pas dans la plupart des cas aux plus actifs en ligne.
- Les plus actifs hors ligne sont les jeunes qui ont des responsabilités dans la direction du mouvement. Dans le cas colombien, le mouvement est opposé à la désignation d'un leader, d'un président ou de tout autre figure le ressemblant. A leur place, le mouvement d'étudiant s'est décidé pour la désignation des *voceros*, ou « porte-paroles » qui ont comme tâche concret être interlocuteur auprès : du gouvernement (national ou régional), des médias de communication (mass médias, presse national, locale, alternative, etc.), et de divers secteurs sociaux et populaires²³. Dans le cas brésilien, il n'existe pas non plus de leaders à la tête du mouvement. Le mode de fonctionnement mis en place correspond à une structure de distribution de responsabilités par commissions. En général, dans les deux cas, ils ont créé des structures d'organisation en réseau, orientées à une participation plus horizontale et décentralisée.

Ces jeunes actifs hors ligne, qui ont un profil sur Facebook, n'ont pas toujours fait le choix de s'inscrire sur Facebook en ayant pour but l'activisme numérique. Par ailleurs, leur présence revendicative sur la communauté Facebook du mouvement n'est pas la plus visible, à l'exception de deux porte-paroles qui se trouvent également dans la liste des plus actifs en ligne (conséquence de leur appartenance à la commission de communications).

Les plus actifs en ligne ce sont les premiers qui apparaissent comme les plus engagés dans la réplique de *likes* et dans la publication de commentaires²⁴. Des entretiens présentiels ont été faits selon ces listes.

²³ <http://manecolombia.blogspot.fr/2012/03/declaracion-politica-del-comite.html>

²⁴ La liste des plus actifs en ligne a été obtenue à travers l'application Netvizz. A partir de la visualisation des données, nous avons fait une liste hiérarchisée selon son niveau d'engagement (à partir du nombre de *likes* et du nombre des commentaires) sur le site Facebook de la MANE - Mesa Amplia Nacional Estudiantil.

L'activité des jeunes sur internet en général mais plus particulièrement sur Facebook implique l'internet comme : a/ une source d'information ; b/ un moyen d'appel à se mobiliser ; 3/ une plateforme de dénonciation ; 4/ un multiplicateur des voix externes et internes au mouvement ; 5/ un moyen d'interaction entre des « membres » de la communauté. Dans la forme acquise par l'usage donné par les membres des communautés, ce réseau social se constitue dans un plateau d'offre de contenus avec une possibilité de *re*-mise en circulation sélective des contenus textuels, vocaux et audio-visuelles dont leur sens peut être détourné, pas seulement en raison des singularités propres à l'interprétation mais aussi parce que les membres de la communauté et leurs réseaux peuvent toujours le nuancer en introduisant de messages avant de le faire suivre dans le réseau.

Or, la référence à « la participation politique », suppose des modalités préalablement établies. Ainsi par exemple, on pourrait chercher dans le répertoire de modalités de participation politiques de « jeunes » et voir dans quelle mesure leur « participation politique » actuelle s'éloigne ou dépasse ces caractéristiques. Cependant, cela pose des problèmes dans la mesure où le cadre de référence pour comprendre qu'est-ce que c'est la jeunesse d'aujourd'hui et quel est son rapport avec l'univers politique est limité à des modalités d'être et de participer qui ne prennent pas en compte l'incorporation de leurs pratiques en ligne dans les répertoires d'action individuelle et collective. Il est difficile de déterminer comment les mobilisations auraient eu lieu sans Facebook. Pourtant, il est possible d'établir le rôle des mouvements hors ligne et ses liens avec son activité en ligne. Dans les cas analysés, l'usage du réseau social rend possible l'utilisation d'une plateforme de diffusion et d'organisation malgré leurs propres activistes.

Conclusion

Concernant la place de ces deux mouvements dans le contexte international 2011, on peut discuter certains aspects. Selon les auteurs du livre *Occupy*²⁵, un élément a été caractéristique des mouvements 2011. Selon Wallerstein (2012, 73), il a été une bonne année pour la gauche mondiale, qu'elle qu'en soit sa définition. D'après lui, la raison fondamentale fut la « crise économique négative » (...) ayant comme résultat une révolte globale de ceux que le mouvement Occupy Wall Street a appelé « les 99% » ; eux ont réussi à altérer le discours global. Pour la première fois, un grand nombre de personnes et dans différents lieux ont passé beaucoup de temps à discuter la nature du système dans lequel ils vivent. Désormais ils ne le voient plus comme inévitable.

Pourtant, si on avance un bilan détaillé et contextualisé, il faudrait préciser quel est le sens de « bonne année » pour la gauche. Ainsi, d'une part, on pourrait affirmer que le bilan de nos cas

²⁵ *Occupy, movimentos de protesto que tomaram as ruas*, Harvey, David; Telles, Edson; Immanuel, Wallerstein; Sader; Alves Giovanni, Soares, Henrique; Peschanski, Joao; David, Mike; Zizek, Slavoj, Ali, Tariq; Safatle, Vladimir. São Paulo, Boitempo, Carta Maior, 2012.

latino-américains est positif, cela en raison de la victoire de la MANE du fait d'avoir réussi le retrait du projet de réforme du système d'éducation supérieure en Colombie et en raison de la concrétisation de l'occupation à Sao Paulo dans le cadre de l'appel global à le faire²⁶. D'autre part, il convient de ne pas ignorer les épisodes de violence que les manifestants ont subis de la part de la police avec des agressions incluant les blessés et des morts dans des circonstances peu claires, la présence de la force publique (police et plus spécifiquement l'ESMAD²⁷) dans des universités publiques colombiennes, la fin du campement comme résultat pas seulement des conditions inhérentes au mouvement d'occupation à Sao Paulo mais aussi de l'action de la police (dirigée par les autorités gouvernementales locales) dans l'enlèvement du campement.

Aussi bien à travers le cas colombien que le cas brésilien on constate une nouvelle expérimentation de la façon de voir et concevoir la politique et d'exercer un engagement qui comprend des dynamiques hors ligne *et* en ligne. Nous soulignons également que l'émergence des pratiques et dynamiques nouvelles n'exclue ni certaines modalités classiques de relation entre les acteurs (jeunes/étudiants et gouvernement ; manifestants et police) ni certaines modalités d'action politique conventionnelle (manifestation dans les rues, par exemple). Même si les modalités conventionnelles ne sont pas remplacées par de modalités non conventionnelles, il est également important d'insister sur les liens étroits et les relations complexes et hybrides entre les processus qui ont lieu en ligne et hors ligne ; ces éléments sont constitutifs des dynamiques socio-politiques émergentes.

Bibliographie

BOULLIER Dominique, 2013, Plates-formes de réseaux sociaux et répertoires d'action collective, Sciences Po Medialab, Paris.

CALLON M., LASCOUMES P., BARTHE Y., 2008, *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*, Éditions du Seuil, coll. « La couleur des idées », Paris, 358 p.

Della Porta Donatella et Lorenzo MOSCA, « Indignés », in GIS Démocratie et Participation, Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation, ISSN : 2268-5863, URL : <http://www.participation-et-democratie.fr/fr/node/1332>

DUARTE, Klaudio, 2000, ¿Juventud o Juventudes?: Acerca de cómo mirar y remirar a las juventudes de nuestro continente. Última década, 8(13), 59-77. Consulté le 2 novembre de 2013 : http://www.scielo.cl/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S0718-22362000000200004&lng=es&tlng=es.10.4067/S0718-22362000000200004

GALINDO, Liliana, 2012, *Política, juventud e Internet: transformaciones y perspectivas de comprensión en América Latina. Utopía y Praxis Latinoamericana*, 17 (Abril-Junio) <http://www.redalyc.org/pdf/279/27922814003.pdf>, ISSN 1315-5216

²⁶ Concrétisation qui n'a pas été possible dans de nombreuses villes où il y a eu des protestations le 15 octobre 2011 mais qui n'ont pas abouti en occupation de l'espace public physique

²⁷ Corps anti-émeutes.

GOURGUES Guillaume, « Critiques de la participation », in GIS [Démocratie](#) et Participation, *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation*, ISSN : 2268-5863, URL : <http://www.participation-et-democratie.fr/fr/node/1300>.

IMMANUEL, WALLESTEIN, 2012, A esquerda mundial apos 2011, In: Harvey, David; Telles, Edson; Immanuel, Wallestein; Sader; Alves Giovanni, Soares, Henrique; Peschanski, Joao; David, Mike; Zizek, Slavoj, Ali, Tariq; Safatle, Vladimir, Occupy, movimentos de protesto que tomaram as rua. São Paulo, Boitempo, Carta Maior.

LAGROYE Jacques, 2003, « Les processus de politisation » in LAGROYE Jacques (dir.) *La politisation*, Paris, Belin.

NORRIS, Pipa, 2000. A virtuous circle. Political communication in postindustrial societies. Cambridge, Cambridge University Press.

SCHEMEIL, Yves, 2012, Introduction à la science politique, Dalloz.